

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Insupportable destruction ! Jusqu'à quand ?

Cinémas
C'est ouvert !

p.11

2 € - N° 3882 - Semaine du 21 au 27 mai 2021



• **Perpignan**

Des luttes qui comptent p.6

• **Conservatoire de Perpignan**

Résistances p.7



Rien sans l'action

L'histoire nous apprend cela. Aucune avancée sociale, sociétale, philosophique ou politique ne s'est produite sans une formidable poussée populaire, sans le mouvement important des citoyens eux-même, seuls ou organisés. Sans les solidarités. D'aucuns appellent cela « le rapport des forces », et, dans ce journal, le terme ne nous fait pas peur et nous convient. Ensuite, et seulement ensuite, les élections interviennent, donnant corps, momentanément et si la pression est suffisante, aux exigences populaires, démocratiques, progressistes et d'intérêt commun qui s'expriment. La délégation de pouvoir, l'élection, n'est presque rien sans la vigilance active. Les deux sont nécessaires.

Rien sans l'action.

Le département nous offre aujourd'hui des histoires, des débats et des luttes qui nous disent beaucoup. Et dans tous les domaines. À Alenya, ce lundi, on s'est posé autour d'une table pour pointer à la fois des questions de subsistance, vous avez bien lu, de subsistance, d'alimentation donc, de qualité et des moyens pour faire face à la sous-alimentation ainsi qu'à la mauvaise qualité. En 2021, dans ce pays moderne, les citoyens, associations humanitaires et élus, à l'initiative de la CGT, se sont interrogés et ont débroussaillé ces questions que l'on croyait à jamais éteintes. Au même moment, à Perpignan, on manifestait pour interroger ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas. « La musique à la portée du plus grand nombre », en l'occurrence, s'est invitée brutalement dans le débat citoyen. On y a défendu à la fois le conservatoire et son action, et la dignité des personnels. On y a aussi pointé les responsabilités politiques, de l'État, de la Communauté urbaine, de la commune de Perpignan et de la sacro-sainte austerité pour la chose publique.

Rien sans l'action !

Rappelons ici ceux des finances publiques et ceux de La Poste qui ont fait grève, récemment, pour que le service public, qui nous appartient, et qui nous sert, ne soit pas plus avant abîmé et mis à mort. Saluons l'engagement presque unanime des élus du canton d'Elne à leurs côtés (impôts). Enfin, évoquons ici le courage de ces salariés du privé, ceux de Brico dépôt et ceux de MCGR, qui ont fait grève, eux aussi, pour s'opposer à la dégradation spectaculaire et rapide de leurs conditions de travail. La classe ouvrière existe. Emplois, dignité et salaires sont au centre de ces conflits.

Tous ont besoin de solidarités et de soutiens actifs. Notre journal tiendra son rang.

Annonces

Pour la relance du Train des Primeurs, pour la défense des services publics, pour l'environnement et le climat

Mardi 25 mai à 12h - Marché Saint-Charles de Perpignan.
Rassemblement organisé par la CGT cheminot.

Pourquoi s'engager syndicalement contre l'extrême droite ?

Vendredi 4 juin de 9h à 17h - Elne.
Forums organisés par VISA 66 (Vigilance et initiative syndicale antifasciste).

Toutes aux frontières !

Samedi 5 juin à 15h - Le Perthus.
Organisé par le collectif Droit des femmes 66.

Amiante. Stokage Danger. El Fourat en question

Samedi 29 mai 10h30 - Saint Hippolyte en bordure de voie rapide. Déchetterie.
Manifestation citoyenne.

Un espoir mis en chantier

Il y a 150 ans, la Commune

16 mai : La Commune met à bas la colonne Vendôme.

17 mai : Explosion de la cartoucherie de l'avenue Rapp, attribuée par certains à un sabotage.

La Commune décrète l'égalité des enfants légitimes ou naturels, des épouses et des concubines pour la perception des pensions.

18 mai : L'Assemblée nationale siégeant à Versailles vote la ratification du traité de Francfort.

19 mai : La Commune décrète que les fonctionnaires ou les fournisseurs de la Commune accusés de concussion seront traduits devant une Cour martiale et risqueront la peine de mort.

Arrestation des Dominicains du couvent d'Arcueil, soupçonnés d'aider les versaillais.

Le Comité central républicain des Vingt arrondissements disparaît.

21 mai : Grâce à une trahison, les versaillais entrent dans Paris par la porte du Point-du-Jour. C'est le début de la Semaine sanglante et des massacres.

22 mai : Les troupes versaillaises contrôlent les Champs-Élysées, les quartiers Saint-Lazare et Montparnasse.

23 mai : Les versaillais occupent Montmartre. Début des grands incendies qui vont ravager des monuments parisiens, dont le Palais des Tuileries.

A la fin du mois de mai, un numéro spécial du Travailleur Catalan traitera de cette première expérience politique, sociale, internationaliste, démocratique, laïque, féministe, antiraciste, qui reste une référence du mouvement ouvrier et démocratique.



Au mois de mai, un numéro spécial du Travailleur Catalan traitera de cette expérience politique pionnière, sociale, internationaliste, démocratique, laïque, féministe, antiraciste, qui reste une référence du mouvement progressiste.

suivez-nous sur



Le Travailleur Catalan 44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039	Gérante / Directrice de publication Eulalie Arabia Administrateur Remi Cathala Maquette Priscilla Beauclair Une : ©Freepik - Ingraphie P.B. Illustrations : © Delgé	Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France) Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault Publicité Richard Siméon
	© Delgé	

Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER	FORMULE HEBDO NUMERIQUE ET PAPIER
<input type="checkbox"/> 6 mois : 40€ <input type="checkbox"/> 1 an : 78€	Site+papier <input type="checkbox"/> 1 an : 100€ Site <input type="checkbox"/> 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Stop à l'impunité d'Israël

Palestine. *L'escalade du conflit est la conséquence directe de la politique colonialiste et ségrégationniste de Netanyahu. La communauté internationale doit peser pour faire cesser le massacre.*

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution qui prévoit le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe. Ainsi naîtra Israël, mais pas l'État palestinien ! En 1967, après la Guerre des Six jours, l'État hébreu occupe les territoires palestiniens dont Jérusalem-Est et n'appliquera jamais la résolution 242 du Conseil de sécurité qui préconise le retrait des forces armées « des territoires occupés ». L'espoir d'un règlement pacifique né avec les accords d'Oslo s'éloigne en 1995 avec l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un militant israélien d'extrême droite. La politique de colonisation des territoires occupés s'accélère : constructions de colonies dans toute la Cisjordanie, construction du Mur, expulsion de Palestiniens de leurs habitations à Jérusalem, vol permanent des terres palestiniennes en Cisjordanie, emprisonnements arbitraires... Une véritable politique d'apartheid se met en place aussi bien au sein de l'État hébreu avec le vote de la loi sur « l'État-

nation du peuple juif » en 2018, loi qui ne reconnaît le droit à l'autodétermination qu'aux juifs, que dans les territoires occupés.

L'escalade qui a lieu aujourd'hui était donc à prévoir. L'engrenage de la colonisation a renforcé les éléments les plus fascistes de la société israélienne tout en y marginalisant les forces de progrès.

Oppresseur et opprimés

Il ne faut donc pas inverser les rôles comme s'y complaisent médias et chancelleries occidentales : il y a un occupant et un peuple privé de sa terre et d'un État, il y a un oppresseur et des opprimés.

Aujourd'hui, Israël poursuit sans relâche sa destruction du territoire palestinien : bâtiments publics, usines, générateurs électriques sont bombardés. A Gaza, les victimes civiles, dont de nombreux enfants, s'accumulent... Et la mise en scène de la rivalité entre le Hamas – créé avec l'aide des services secrets israéliens pour affaiblir l'OLP – et l'extrême droite

Près de 20 fois plus de morts Palestiniens qu'Israéliens : dos-à-dos, vraiment ?



israélienne permet ainsi d'évacuer les causes fondamentales de la colère d'un peuple.

Mais qui peut accepter ces images de fer et de feu sur Gaza, le vol des maisons de familles palestiniennes à Jérusalem, la chasse à l'arabe dans les villes israéliennes? De quel droit Israël béné-

ficie-t-il d'une impunité totale depuis cinquante-quatre années de viol du droit international ? Qu'attendent les gouvernements pour s'appuyer sur ce droit et contraindre le pouvoir israélien à respecter les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU ?

René Granmont

Mobilisations contre l'ignoble

Israël/Palestine. *Les dernières opérations de l'État d'Israël contre les Palestiniens à Jérusalem Est et à Gaza ont obligé le Conseil de sécurité de l'ONU à se réunir d'urgence le 16 mai 2021.*

On aurait pu croire que l'annonce quotidienne des victimes de la colonisation israélienne en Palestine allait tomber dans la banalité des fatalités admises. C'est le contraire qui s'est passé lors de la dernière opération militaire qui a tué plus que d'habitude.

L'insupportable

On ne pourra pas taxer de propagande le désarroi des civils qui ont survécu en sortant des champs de ruine de Gaza. Le journal *le Figaro*, que l'on ne peut pas taxer de pro-palestinien, rapporte le choc des bombardements israéliens : « C'est dans ce chaos qu'au milieu de la

nuite de samedi à dimanche, les secouristes sont parvenus à extraire des dizaines de survivants d'un immeuble effondré. Lors d'une vague de bombardements, un édifice récent, la tour *Andalous*, a été ciblé. Les hauts bâtiments, fierté de Gaza, sont détruits un à un... C'est comme un tremblement de terre... Lorsque des tours sont visées on dirait qu'ils coupent une tranche de gâteau... », raconte un témoin.

A ces témoignages s'ajoutent une cohorte de films et de photos, actes d'accusations de cette politique qui a pour but d'éliminer physiquement toute une communauté humaine.

Les protestations montent

Partout dans le monde la mobilisation s'amplifie pour demander l'arrêt du massacre malgré l'embarras de ceux qui soutiennent Netanyahu, la Maison Blanche bien sûr mais aussi le gouvernement français qui, par tous les moyens, essaie de freiner l'expression des protestations. Cela ne suffira pas à bloquer l'exigence du respect du peuple palestinien. A l'heure où nous écrivons, partout en Europe et au-delà, des initiatives se sont multipliées comme à Perpignan mercredi dernier pour dire non à la barbarie.

Yvon Huet

Manifestation interdite et président de l'AFPS(*) interpellé !

Justice en Palestine. *Les Parisiens sont interdits de solidarité.*

Gérald Darmanin s'est distingué en faisant de la France le seul pays qui refuse les manifestations de soutien à la Palestine. Plusieurs milliers de personnes ont forcé l'interdiction, samedi, à Paris. Ils ont subi les charges de la police, avec l'utilisation de canons à eau et gaz lacrymogènes. Une jeune manifestante a été touchée par une grenade de désencerclement, un autre a été blessé à l'œil. La police a procédé à 44 interpellations.

La CGT exige « le respect du droit à manifester » pour que « s'exprime en toute sécurité notre solidarité envers le peuple palestinien ». Fabien Roussel a déclaré qu'en interdisant toute initiative en faveur d'une paix juste entre Palestiniens et Israéliens, « le gouvernement crée les conditions de tensions communautaires, de violences et de provocations racistes. Il doit au contraire faire respecter la liberté d'expression et de manifestation des partisans de la paix ».

Darmanin en rajoute

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a fait interpellé, menotté et placé en garde à vue Bertrand Heilbronn, le président de l'AFPS(*) au sortir d'une rencontre officielle au ministère des Affaires étrangères. Après son arrestation, celui-ci a déclaré : « Comment, en France, peut-on tolérer que le président d'une association, conduisant une délégation de parlementaires reçue au ministère des Affaires étrangères, soit interpellé et placé en garde à vue ? ».

Les associations, quant à elles, se sont insurgées. « Ces décisions font planer l'autoritarisme et affirment la volonté d'enterrer des libertés si chèrement acquises ».

Dominique Gerbault

(*) Association France Palestine Solidarité



L'Onu n'a toujours pas pris de décision concernant la situation entre l'Israël et la Palestine.

Pour les services publics et auprès des plus humbles, un duo sortant combatif

Canton Perpignan 3. *Un canton urbain divisé entre Cabestany et les quartiers du centre ville perpignanais. Il est riche de sa mixité sociale et de sa diversité.*

Composé de Cabestany et des quartiers perpignanais de Saint-Gaudérique, Saint-Vincent et Saint-Jacques, le canton Perpignan 3 réunit 24 000 habitants.

Les élus sortants et candidats de la majorité départementale, Françoise Fiter, vice-présidente du conseil départemental, et Rémi Lacapère n'ont eu de cesse de faire entrer au sein de cette assemblée les luttes sociales, la défense des services publics, de porter des valeurs de solidarité et une vision de la démocratie tournée vers les citoyens. Ils ont fait entendre les problématiques de la population, notamment sur la question de l'éducation avec la reconstruction du collège Camus. Leur travail a permis, dans le cadre de la majorité départementale, d'initier et de poser une empreinte progressiste et communiste sur l'action du CD. Dans un contexte économique compliqué, où le département

a pleinement joué son rôle de bouclier social, l'action des deux élus sortants a donc totalement contribué au bilan positif du conseil départemental.

Pour un centre de santé...

Leurs propositions s'encrent dans la même dynamique. Ils proposent notamment la création d'un centre de santé, en mettant en avant une vraie vision du vivre-ensemble. Ils souhaitent aussi initier un espace de vie sociale et soutenir la création d'une épicerie-fripierie solidaire.

L'intérêt pour les habitants de conserver une majorité départementale progressiste est grand, à l'heure où l'État ne joue plus son rôle de protecteur, et que l'extrême droite est un danger de plus en plus réel. Les candidatures de Françoise Fiter et Rémi Lacapère seront celles de la solidarité et du vivre-ensemble.



Ces candidats seront accompagnés dans la campagne par leurs suppléants : Hyacinthe Carrera, sans étiquette, enseignant-chercheur à la retraite et responsable d'une association de culture catalane, et Véronique Mamou, salariée d'une coopérative agricole, militante communiste et syndicale.

Nicolas Carrere

Cap au Nord

Perpignan 1 le Vernet. *Ces quartiers qui connaissent encore trop de difficultés ont besoin d'être mieux représentés à l'assemblée départementale, Karine Tartas et Carlos Grezes relèvent le défi.*



Avec ses plus de 15000 électeurs inscrits, pour un total de 30 000 habitants, le Vernet a une identité bien à lui, et de longue date. C'est tout de même un quart de la population de la ville qui y réside !

C'est un canton exclusivement urbain, même s'il reste marqué par les activités agricoles qui l'occupent encore en partie. Avec ses deux collèges, ses lycées, l'hôpital, une caserne des pompiers, les stades Aimé Giral et Gilbert Brutus, il est plutôt bien équipé. La construction de nouveaux ponts et d'une passerelle piétonne ont rapproché le Vernet du centre ville. Pour autant, les habitants de ces quartiers doivent faire face à de nombreux problèmes. Comme dans le reste de la ville, la pauvreté et le taux de chômage sont à un niveau record. Le Conseil départemental a des compétences importantes pour la vie quotidienne des populations : le social, les collèges

les routes et les transports (institution du bus à 1 euro, aujourd'hui repris par la Région) entre autres, c'est dire s'il y a de quoi faire. Pourtant les deux conseillers sortants de droite ont brillé par leur immobilisme ! C'est ce que les deux candidats de la majorité départementale de gauche veulent bousculer. Cette majorité fait du bon travail, Karine Tartas, syndicaliste, qui a également une expérience d'élue et Carlos Grezes, qui connaissent bien ces quartiers, veulent aller plus loin dans l'intérêt des habitants et empêcher la droite et l'extrême droite de remettre en cause le travail engagé. Ils seront accompagnés par leurs remplaçants, Gloria Soler, agente de développement touristique, engagée dans la défense de la langue et de la culture catalane, et Michel Marc, enseignant retraité et qui a été très impliqué dans le monde sportif et associatif.

M.G.

Le canton Vallée de la Têt devrait rester à gauche ...

Vallée de la Têt. *Le territoire, situé à mi-chemin entre la mer et les Pyrénées, est principalement tourné vers l'arboriculture, la viticulture et l'oléiculture.*



Le canton Vallée de la Têt comprend dix communes et abrite plus de 26 000 habitants. Le développement de l'agriculture biologique (maraîchage, arboriculture, viticulture, oléiculture) est un atout majeur du canton. Le territoire présente aussi des attraits touristiques de qualité en composant un paysage à la palette colorée avec les Orgues d'Ille sur Têt et le long des nombreux chemins de randonnées, en particulier autour de Força Réal, colline sacrée des Catalans et balcon du Roussillon.

La majorité départementale présente le binôme titulaire : Caroline Pages et Robert Olive et leurs remplaçants Régine Tixador et Claude Aymerich.

Caroline Pages, adjointe au maire de Ille-sur-Têt, conseillère communautaire est membre du Parti socialiste.

Robert Olive, maire de Saint Féliu d'Amont, conseiller communautaire et membre du Parti socialiste, affectionne particulièrement deux domaines : le sport et l'agricul-

ture. Il aura la charge de préserver le site emblématique de Força Réal en s'opposant une nouvelle fois à l'installation d'éoliennes sur son piémont.

Régine Tixador, militante bénévole et ancienne adjointe à la mairie de Millas est apparentée au Parti communiste français. Ses principales actions iront contre la lutte de la pauvreté et l'encouragement à la solidarité.

Claude Aymerich, premier adjoint à la mairie d'Ille-sur-Têt et conseiller communautaire, est attaché à la culture musicale et à l'événementiel, il aura à cœur de développer le secteur culturel.

Six listes seront proposées aux électeurs dont la France Insoumise qui n'a pas rejoint la majorité parlementaire et a choisi de faire cavalier seul. Dans un canton, composé principalement de communes rurales, la liste « Mon département en commun » de la majorité sortante sera un bouclier social face à la crise.

Joëlle Allemand

Vingt mille larmes sous les mers

Migration. En mars 2020, au tout début de la pandémie, les ONG ont compté plus de 20 000 morts noyés en Méditerranée et ce malgré l'action remarquable de SOS Méditerranée et d'autres ONG. La tragédie se répète dans le mouvement d'une vis sans fin.

Le 22 avril 2021, un nouveau naufrage, a fait 130 morts. Un autre a suivi le 14 mai faisant 17 morts. Depuis janvier 2021, ce sont quelque 453 migrants qui ont rejoint leurs compagnons d'infortune dans les abîmes de la Grande Bleue. On ne peut que féliciter celles et ceux qui, à l'instar de SOS Méditerranée, prennent le risque d'aller à contre-courant de l'indifférence coupable des autorités européennes dont l'attitude rappelle la légende chrétienne de Ponce Pilate, symbole légendaire de la lâcheté humaine.

Cette fois nous ne voyons pas le scénario d'un péplum américain mais la lancinante descente aux enfers de celles et ceux qui ont tout quitté parce qu'ils n'avaient plus rien à espérer de la vie, là où ils se trouvaient. Dommages collatéraux des guerres, des ex-

ploitations et des pillages des richesses dont les pays développés que nous sommes sont les premiers bénéficiaires, ces humains collectionnent toutes les punitions qu'on ne voudrait même pas appliquer à son pire ennemi.

Solidarité

L'Europe a une énorme responsabilité dans ce scandale permanent dont on ne parle que lorsqu'il est trop tard. Pendant les quatre premiers mois de 2021, ce sont 10 000 migrants qui sont arrivés sur les côtes italiennes, pour ne citer que ceux là. Renvoyer les survivants chez eux, c'est les condamner à une mort certaine. Leur faire subir l'enfermement dans la misère « chez nous » avant de les renvoyer, c'est une façon de raffiner l'égoïsme barbare. Commencer à régler le problème serait de les

accueillir dignement et, en même temps, d'aider les pays d'origine à sortir du sous-développement et de la dépendance.

Dans un contexte mortifère imposé, SOS Méditerranée travaille sur deux fronts, celui du sauvetage malgré le harcèlement des autorités étatiques et celui de la mobilisation solidaire sans laquelle elle ne pourrait pas faire avancer les choses (voir schéma). SOS Méditerranée a mis en place des groupes solidaires dans toute la France, dont celui de Perpignan. Elle rassemble toutes les bonnes volontés dont celle de la région Occitanie qui facilite sa tâche et apporte sa pierre au combat pour la vie.

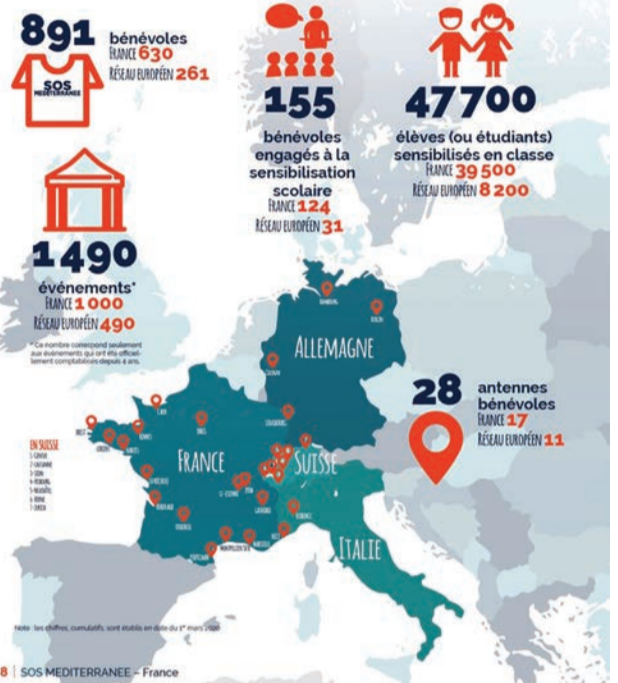
Yvon Huet

Pour plus d'informations, consultez le site suivant :

<https://www.sosmediterranee.fr>

LA MOBILISATION CITOYENNE EN CHIFFRES

D'UNE POIGNÉE DE PERSONNES EN 2015, L'ASSOCIATION COMPTE AUJOURD'HUI QUELQUE 900 BÉNÉVOLES ACTIFS EN EUROPE. LA PLUPART D'ENTRE EUX SE RETROUVENT AU SEIN DES 28 ANTENNES RÉPARTIES EN FRANCE, EN ALLEMAGNE, EN SUISSE ET EN ITALIE. S'Y AJOUTENT DES MILLIERS DE CITOYENS QUI S'ENGAGENT PONCTUELLEMENT À DIFFÉRENTS NIVEAUX POUR SOUTENIR L'ASSOCIATION, FAIRE VIVRE LA MISSION DE TÉMOIGNAGE ET RECOLTER LES FONDIS NECESSAIRES AUX OPÉRATIONS DE SAUVETAGE.



La droite du département porte le masque... de la honte

Élections départementales. Pas facile pour la droite libérale de faire campagne, aujourd'hui. Quelques révélations fâcheuses et un manque criant de propositions sérieuses plombent sans conteste ses ambitions affichées.

Les déboires politico-judiciaires du maire du Barcarès, Alain Ferrand sont bien connus pour qui se tient informé. Bien que suspendu depuis lundi, il siège en bonne place au bureau de la Communauté urbaine Perpignan- Méditerranée, aux côtés du président Robert Vila. Il est candidat Les Républicains sur le canton de la Salanque, et a été mis en garde à vue pour « extorsion en bande organisée, concussion et complicité de destruction de preuves ». Depuis le 6

mai, il est tenu de respecter une mesure d'éloignement et d'interdiction de communiquer.

Droite-extrême droite : le danger se précise

Les flirts, les rapprochements et les tentations « extrême-droitières » de nombre de responsables LR sont bien connus en France et dans les P.-O. Un nouveau venu dans le groupe des courtisans des amis de Marine a surpris ceux qui ont bien voulu l'être. Gilles Foxonet, maire de Baixas, influent au sein de la fédération LR, sera candidat avec le soutien assumé du maire RN de Perpignan. En réponse au journaliste de l'Indépendant, il évoque un « non-événement ».

Il y a aussi Pierre Parrat, élu LR à la ville de Perpignan dans l'opposition et ancien adjoint du maire Jean-Marc Pujol. À chacune de ses interventions, il fait rougir de honte, ... ou de plaisir, le maire RN tant ses contorsions et ses surenchères sont spectaculaires. Au dernier conseil municipal, examinant les dossiers de subventions aux associations, Pierre Parrat est intervenu en soulignant l'incongruité d'une subvention renouvelée aux Francas, sous le prétexte effrayant d'une présence massive de « communistes en son sein, douze membres

sur treize », et s'est donc abstenu. Louis Aliot en était tout retourné.

Une droite hors-sol (avec Sol)

La droite LR se présentera quand même et soutiendra treize binômes, a ainsi annoncé Jean Sol, le chef de file. Il a accusé la majorité départementale de tous les maux, a même un peu menti, et n'a fait aucune proposition concernant les compétences du Département. Comme depuis six ans. Jean Sol est sénateur LR et vote les lois les plus rétrogrades, les plus réactionnaires, tant du point de vue sociétal que du point de vue économique. En bon élève de Fillon, à Paris, il dénonce toutes ces dépenses « inutiles » dont celles des aides sociales ou plus brutalement, le coût insupportable des fonctionnaires. Ils soutiennent le désengagement de l'État. Certains de ses candidats avancent donc masqués, « apolitiques » disent-ils, et « soucieux de l'intérêt du canton ». Paradoxe et schizophrénie ? Lundi, les élus LR se sont « échappés » de la réunion du conseil départemental au cours de laquelle le Département a décidé de se mobiliser pour les agriculteurs et les viticulteurs victimes de la gelée noire de début avril...

Michel Marc

Les Droites ont-elles honte de leur politique ?



Les salariés de MCGR sont en lutte

Rivesaltes. Nichée au fin fond de la Zone Artisanale, l'entreprise est quasiment à l'arrêt depuis mardi 11 mai. Les primes ont été supprimées, sans consultation.



Au petit matin les salariés sont encore déterminés devant l'entreprise.

Il y a quelques années, le gouvernement de la France décidait du projet « Toute la France fibrée avant 2022 ». Il y avait donc un besoin d'expertises et de mains d'œuvre. L'entreprise MCGR a été créée à cet effet, en 2016. Basée à Toulouse, elle compte trois autres agences, Bordeaux, Nîmes et Rivesaltes. L'agence locale emploie 18 salariés, donc 5 sont affectés aux travaux sur le terrain, 8 dans les bureaux d'étude et les autres dans la gestion et l'administration. Issus de différents parcours, ils sont jeunes, ont tous des contrats CDI et ont été formés dans l'entreprise elle-même. Ils touchent en moyenne entre 1400 et 1500€ par mois pour 37,5h de travail par semaine. Ils bénéficiaient, depuis le début, de primes trimestrielles non négligeables (de 20 à 30 % de la rémunération).

La crise sanitaire n'a pas touché l'activité, et les primes sont supprimées

L'activité n'a jamais cessé depuis mars 2020. Les donneurs d'ordre et les clients paient les prestations sans difficulté, dans les délais. Ce sont les collectivités territoriales et les départements, mais aussi les grands opérateurs privés internet comme Orange, Bouygues... « Le point de départ, c'est en janvier. Dans un courrier au directeur, nous soulevions quelques questions. Le patron est venu

et ne s'est pas montré coopératif. Il a balayé nos remarques et revendications. Et puis, il y a eu des retards de paiement des salaires, sans explications. Et enfin, la suppression des primes, sans aucune concertation », précise l'un d'entre eux. Un autre ajoute bien renseigné : « Le patron s'écarte du droit du travail, dans ce cas. Là, il s'agit d'un "usage d'entreprise" et il ne peut être arrêté comme ça. Il faut respecter une procédure. Pour l'instant, légalement, ces primes nous sont dues ».

L'argument fallacieux de la concurrence

Les fameux appels d'offre ont bon dos. Sans doute, l'effet pervers est bien réel, dumping social et délocalisations au Maroc, par exemple, et la direction l'utilise. Mais, dans ce cas, d'autres questions sont posées. « Un CSE existe bien, comme la loi l'exige. mais pour nous, il est fantôme. Où sont les compte-rendus ? Aucun. Il devrait y avoir deux représentants des salariés en plus. Le patron est à côté du droit » précise un salarié. La direction du travail (la Direccte) a aujourd'hui le dossier en main. Le rendez-vous avait lieu lundi 17. « On va poursuivre le mouvement si nous ne sommes pas entendus ». Les salaires ont été versés avec plus de 10 jours de retard. Mardi, les grévistes ont reconduit la grève.

Michel Marc

Mobilisation nationale à la Poste

Dans toute la France, les postier.e.s se mobilisent pour améliorer leurs conditions de travail.



Le mardi 18 mai, les salarié.e.s de la Poste ont manifesté leur colère face à la détérioration de leurs conditions de travail qui s'accroît du fait du « nouveau plan stratégique 2020-2030 ». Avec ce dernier, le groupe la Poste se fixe pour objectif de, « devenir la première plateforme européenne du lien et des échanges, humaine et digitale, verte et citoyenne, au service de ses clients dans leurs projets et de la société toute entière dans ses transformations ». Derrière cette communication vide de sens développée tout au long des seize pages du dossier de presse du groupe, se cache une réalité bien plus violente. Pour la CGT FAPT, « ce plan stratégique est destructeur, il accélère les suppressions de bureau de poste ou de services, la précarisation avec des transferts d'activités à la sous-traitance ou vers des filiales, l'ubérisation avec URBY et Stuart, la généralisation des CDI Intérimaires qui sont des CDD de 36 mois, l'accroissement et le développement des prestations dans un souci marchand ».

Des revendications sur lesquelles il reste à gagner

À Perpignan, les salarié.e.s mobilisé.e.s devant la Poste Arago ont pu faire part de leurs exigences avant d'être reçus par le cabinet du préfet. Mené.e.s par la CGT, FO, Sud, l'Unsa et la CNT, les salarié.e.s demandent notamment l'augmentation des salaires, la mise en place d'un 13^e mois et le versement d'une prime Covid. Ils et elles demandent également l'embauche des précaires, un droit au week-end, la revalorisation des grades et le maintien d'un service public postal de qualité et de proximité sur tout le département. Pour Alexandre Pignon, secrétaire générale de la CGT FAPT des P.-O., « nous sommes encore un service public, l'État est actionnaire majoritaire de la Poste et cautionne donc ce qui s'y passe. Ce n'est que le début d'une lutte que nous allons mener et que nous gagnerons. »

David Arabia

Colères...

Perpignan. Vendredi 14 mai, travailleurs intermittents, précaires et chômeurs se sont réunis place République pour une action revendicative.

La colère du collectif *Occupation Alenya* s'est faite entendre dans les rues de Perpignan. « Énergés et pas contents », près de 80 personnes ont ainsi rejoint l'action revendicative des intermittents pour le retrait de la réforme de l'assurance-chômage. « Cette réforme de l'assurance chômage finira de faire basculer nombre d'entre nous dans la pauvreté » a ainsi prévenu Lucie Chillon, l'une des animatrices du collectif.

Les intermittents appellent au rapport de force élargi alors que les directeurs des grands théâtres réclament la réouverture. Un retour à la normale, sans aucun doute, invisibiliserait les préoccupations et urgences sociales des plus précaires selon le collectif. « Certains directeurs de théâtre font mine de ne pas l'avoir compris. Comment croire

Les manifestants sur la passerelle de l'Archipel.



que nous retournerons à la niche alors que la crise qui vient sera plus violente que le virus qui l'a alimentée ? ». Le cœur du problème, c'est le système de protection sociale dont les intermittents exigent la sacralisation. Cela fait depuis bientôt deux mois que le Parc Ecoiffier est occupé. Deux mois de travail,

d'union avec les autres lieux occupés, que les travailleurs chômeurs et intermittents entendent poursuivre, et ce jusqu'au retrait de la réforme de l'assurance chômage et le maintien des droits pour tous les travailleurs intermittents et précaires.

Sarah Jumel

Conservatoire, la saignée

Communauté urbaine. De nombreux enseignants contractuels risquent de se retrouver sur le carreau, une mauvaise nouvelle pour l'institution qui pourrait être considérablement fragilisée.

En avril dernier, une quarantaine d'enseignants contractuels du conservatoire à rayonnement régional de Perpignan ont été avisés par courrier signé du président de la communauté urbaine (CU) du non-renouvellement de leur contrat.

Un vrai problème social, autant que philosophique

Un rude choc, d'autant que, parmi ces enseignants, certains sont là depuis six ans ou plus. Déjà la méthode, une simple lettre, ni entretien, ni accompagnement.

Pour ces personnels, la suite, c'est soit la possibilité de postuler sur un poste proposé par l'institution, sans garantie, soit le chômage. L'affaire est grave, par le nombre de personnes concernées, par son caractère inédit dans ce conservatoire, par le moment, la crise sanitaire ayant rendu encore plus précaire la situation des artistes, des musiciens.

Les signaux d'alarme n'avaient cependant pas manqué. Depuis quelques années, la majorité de droite à la tête de la communauté urbaine a le conservatoire dans le collimateur. Il y a eu l'augmen-

tation colossale des tarifs d'inscription, le non-remplacement des départs à la retraite... L'heure est maintenant au « grand ménage » selon un professeur, il serait question de récupérer quelques millions sur les 12 que compte le budget. Jean-Marc Pujol, et, après lui, Robert Vila, considèrent le conservatoire, la culture, donc, comme un coût. Pourtant, cet établissement de près de 3000 élèves, ses 220 personnels (180 enseignants) irrigue la totalité des communes de la CU, il est un outil pédagogique de haut niveau, un outil de création et de diffusion culturelle. Ce qui obsède ces élus, c'est la réduction de la dépense publique, beaucoup plus que les besoins sociaux. De plus, comme le faisait remarquer Jean Vila, l'État s'est largement désengagé de sa mission d'enseignement artistique et réduit drastiquement son aide aux collectivités.

L'orchestre en question et... un nouveau Directeur

Cette crise coïncide avec le départ à la retraite de Daniel Tosi et l'arrivée du nouveau directeur, Jean-Marie Scieszka, qui n'aura pas la tâche facile. Le président de la CU le présentait lundi dernier à l'ensemble des personnels réunis au théâtre de l'Étang. Il en profitait pour

se justifier à propos des non renouvellements de contrats, « j'applique la loi » déclarait-il ! C'est donc sans état d'âme qu'il entérine une vingtaine de licenciements.

Sur la sellette, également, l'orchestre Perpignan Méditerranée au sein duquel certains enseignants interviennent aux côtés de grands élèves, ces enseignants bénéficiant pour cela d'heures de décharge. Un montage qui posait problème. Aussi l'orchestre risque-t-il fort de subir une profonde modification. Il devrait être « externalisé » a ainsi annoncé Robert Vila sans plus de précisions.

Aujourd'hui, c'est l'inquiétude qui domine, et les interrogations, tant l'avenir du conservatoire paraît flou. Les personnels restent vigilants vis-à-vis du nouveau projet d'établissement, du maintien du titre de Conservatoire à rayonnement régional, et, bien sûr, des suppressions de postes. Ils ont d'ores et déjà décidé de se mobiliser. Lundi matin, à l'initiative de syndicats de la CU, plus de 200 personnes (profs, élèves, parents...) se sont rassemblées devant l'institution avant de marcher jusqu'à la préfecture pour déposer une motion demandant que les contractuels soient « cdisés ».

Affaire à suivre.

Nicole Gaspon

Perpignan : la conservation du Conservatoire remise en question



Le droit à une alimentation digne

Alénya. L'Union départementale CGT avait invité, mardi 18 mai, des associations, des collectivités, des élus du département à une conférence sur le thème du droit à une alimentation de qualité pour tous.

C'est dans le cadre des caves Ecoiffier, occupées par un collectif d'intermittents et précaires, que le syndicat CGT a organisé une conférence sur le droit à l'alimentation. Après un mot de bienvenue du maire d'Alénya et une courte introduction de Julien Berthélemy, secrétaire départemental de l'UD CGT, la parole a été donnée à Hermeline Malherbe, présidente du Conseil départemental, qui a mis en évidence le rôle du Département comme amortisseur social face à l'augmentation de la précarité et de la pauvreté. La Présidente a développé les actions de l'institution dans le domaine des cantines scolaires, du soutien aux associations redistributives, aux étudiants, en lien avec le monde agricole. La responsable du Secours populaire intervenait à son tour pour expliquer comment l'aide alimentaire d'urgence était distribuée, elle dressait un constat alarmant sur l'augmentation (+30% en 2020) des bénéficiaires qui pour certains s'inscrivaient dans un temps long. L'accent était mis sur la qualité des produits et l'approvisionnement sur des circuits courts en lien avec les agriculteurs.



Associations, élus et responsables syndicaux réunis à la tribune ont alimenté la réflexion.

Les associations roues de secours d'un État défaillant

La banque alimentaire, la ville d'Elne, Patrick Cases conseiller régional, l'association ANDES, ATD Quart monde, les Restos du cœur, de nombreuses associations sont intervenues, non seulement pour échanger des expériences, mais surtout pour poser la question de l'évolution de nos sociétés. Pourquoi la pauvreté gagne du terrain alors que les plus riches accumulent des fortunes ? Pourquoi beaucoup trop de gens n'ont pas

suffisamment à manger et des agriculteurs ont du mal à vivre de leur travail ? Les actions sur le terrain, avec les gens eux-mêmes, doivent faire avancer un droit fondamental, celui de s'alimenter dignement, comme le droit à l'éducation ou à la santé. Ces biens communs doivent prendre toutes leurs places dans les politiques publiques, tel fut le leitmotiv de cette matinée riche en réflexions et qui appelle, de l'avis de tous, des prolongements.

Jacques Pumaréda

Esport ? Cultura ?



- Sembla que poc a poc anirem tornant cap a la vida "normal", ens podrem desplaçar, trobar amics i família, reprendre activitats culturals o esportives...

- Què vols dir? Que no són coses importants? O, pitjor, que no tenen la mateixa importància?

- El cas no és aquí. Lo que no convé, és de separar les dues coses: l'esport no és pas una activitat diferent de la cultura, sinó que en fa part, fins i tot n'és un constituent al dia d'avui essencial.

- Bé, bé, veig per on va el camí: el dia d'avui cadascú te gairebé obligació de fer lo que en diem ara esport, que és molt diferent de lo que era a Atenes per exemple, ja que solem referir-nos a aquesta fita... sabem que a la mítica època d'aquells primers jocs olímpics, s'afegia pes a les soles de les sabates, quan ara alguns fabricants en proposen amb gairebé ressorts per poder córrer més de pressa!

- I també que en els assalts de lluita hi havia dret de trencar un dit de l'adversari... quan ara un dels problemes del rugbi és de seguir limitant els riscos de ferida durant els enfrontaments

- Tot això ens recorda que l'esport va ser inventat per substituir la guerra, que poc a poc es va allunyant d'aquest principi, i actualment es demana altra cosa a l'esport: ajudar la integració social, afavorir la salut, entre altres...

- I aleshores se planteja la qüestió de quina activitat ja no perta a l'esport, per ser massa lluny de la guerra, la natació sincronitzada potser, o de vegades per permetre que la guerra torni a l'espai esportiu... com en certs estadis de futbol ...

- Lo de l'adequació de l'esport a la cultura del període, no és necessari de tornar fins a l'Antiguitat. Si al Pollestres dels anys seixanta haguessis trobat algú fent un fúting pel mi

C&C

Jeunesse LGBT+ : « Vivre librement et dignement ! »



Le lundi 17 mai pour la journée des luttes contre les LGBT+phobies, plus d'une centaine de personnes, dont beaucoup de jeunes adolescents, s'est rassemblée sur la place de la République à Perpignan. Associations et élu.e.s politiques sont venu.e.s soutenir la cause. L'association LGBT+ à l'initiative de cette journée se félicite du succès : « Une belle manifestation qui démontre la mobilisation des jeunes inquiets de l'avenir ! ». Pour poursuivre leurs actions auprès des jeunes, l'association ouvre gratuitement ses portes pour accueillir cette jeunesse en demande de soutien.

La réforme de l'assurance chômage ne passe pas dans le Conflent !

Prades. Trois actions différentes ont eu lieu, autour d'une même contestation : contre la réforme de l'assurance chômage applicable au 1^{er} juillet.

Il s'en passe des choses dans la ville de Jean Castex, actuel Premier ministre ! Mardi matin 11 mai, des individus se réclamant de la « Brigade intersectionnelle de riposte rurale » (Birr) ont couvert le pôle emploi de Prades d'affichettes dénonçant la réforme de l'assurance chômage que le gouvernement et son Premier ministre tentent de faire passer en force.

Ensuite, des intermittents du spectacle et des précaires occupant les caves Ecoiffier à Alénia ont effectué une « flash mob » sur le marché du mardi, toujours très fréquenté. Ils ont défilé, déguisés en patron et scandant des mots d'ordres tels que : « On veut des banques, pas des saltimbanques ! », « Faites des enfants pas des intermittents ! ». Ils portaient des pancartes avec des inscriptions telles que : « Salauds de pauvres ! ».

Et toujours contre la réforme de l'assurance chômage !

Une séance d'information sur la réforme de l'assurance chômage a également eu lieu dans un café associatif de Prades. Ces trois manifestations, à l'origine sans liens entre elles, avaient pour but d'alerter la population sur les dangers de la réforme et d'impliquer Jean Castex.



Des affichages ayant pour but d'alerter la population sur les dangers de la réforme et d'impliquer Jean Castex.

En effet, si cette réforme est appliquée, à partir du 1^{er} juillet il faudra justifier de 6 mois de travail sur une période de 24 mois, au lieu de quatre pour 28 mois précédemment pour pouvoir toucher une indemnité. Cette dernière sera calculée sur l'ensemble de la période et non plus sur les seuls jours travaillés.

Les forces de l'ordre, arrivées rapidement sur les lieux, ont pris les noms des intervenants. D'autres actions sont prévues dans le département et à Prades.

Ève Gerbault

Du nouveau au lycée Charles Renouvier à Prades

Pôle d'excellence. Est-ce vraiment une solution ?

Dans un précédent numéro nous avons évoqué la baisse de la dotation globale horaire (DGH) attribuée à ce lycée. Il semble qu'un remède miracle ait été trouvé : la labellisation « Internat d'excellence ». Nous avons demandé à Philippe Garcia, responsable syndical du SNES, d'éclairer ce dispositif et de donner son sentiment.

Au départ, le pôle d'excellence a

pour but d'aider des élèves en difficulté, mais motivés.

« On ne peut pas s'opposer à l'aide aux élèves en difficulté » nous déclare Philippe Garcia, « mais cette aide sera apportée en heures supplémentaires, pas en postes fixes ». Du travail complémentaire va être demandé aux enseignants en plus de leurs heures habituelles. Il n'y aura pas de création d'emploi. D'autre part, un internat classique existe déjà

au lycée Charles Renouvier. Avec la création d'un « internat d'excellence » doté de moyens supplémentaires, le risque d'un service à « deux vitesses » ne peut être exclu.

Beaucoup de choses dépendent du proviseur

Ensuite, nous précise Philippe Garcia, il y a dans le lycée plus de dix élèves ayant besoin de soutien. La filière d'excellence devrait concerner l'ensemble des élèves. Les bénéficiaires étant choisis sur leur motivation par le proviseur, comment faire le choix en l'absence de commission ?

Enfin la création de cet internat d'excellence doit beaucoup aux efforts du proviseur actuel. Ce dernier peut partir, donc être remplacé par un autre ne poursuivant pas les mêmes buts. Que va-t-il se passer alors ? L'affaire est à suivre.



Un pôle d'excellence dont le but premier est de soutenir des élèves en difficulté mais motivés.

E.V.

La fabuleuse saison régulière de l'USAP

Rugby. En battant leurs dauphins vannetais (30-17), les Catalans réalisent une saison inédite. Premiers partout.

Le dernier match de la saison régulière aurait eu, en d'autres circonstances, un goût de phases finales, mais les deux équipes étaient qualifiées pour les demi-finales depuis belle lurette. Pour cette trentième et ultime journée (ouf!), Bretons et Catalans avaient surtout en tête d'éviter des blessures et de réaliser une revue d'effectifs la plus ample possible. Pour ce qui est du jeu, rendez-vous en finale le 5 juin ? Ces deux équipes le méritent mais y seront-elles ? Une seule ? Aucune des deux ? Mystère des phases finales à élimination directe. En attendant le verdict, un constat est sans appel.

L'USAP a dominé la Pro D2

Dominer la saison régulière n'est plus, depuis quelques années, synonyme de montée en Top 14. En dépassant la barre mythique des 100 points, les sang et or terminent premiers avec 107 points laissant leurs poursuivants à 8 points. Une moyenne de 3,6 points par match. Étonnant, n'est-ce pas, sachant qu'une victoire rapporte 4 points et que les Catalans ont enregistré moins de bonus offensifs que les saisons précédentes ! L'USAP a donc perdu peu de matchs ? Cinq défaites et un match nul en 30 rencontres. Elle n'aura laissé au classement que 28 points à ses adversaires. Première au général, mais aussi meilleure attaque (821 points marqués avec 89 essais) et

meilleure défense (504 points encaissés avec 42 essais). Des moyennes extraordinaires: 3 essais marqués par match pour 1,5 essai encaissé et un score moyen 27-17 sur la phase régulière. Ce score ferait bien l'affaire des Catalans lors de la demi-finale, mais rien n'est joué. Or, comme se plaît à le rappeler le demi de mêlée Tom Ecochard, « tout se remet à zéro en phases finales ». Autre point positif : avec 10 essais marqués, au cours de la saison, Jean-Bernard Pujol pointe à la première place des marqueurs d'essais du championnat. « JB » totalise par ailleurs 40 essais pour l'USAP lors de son histoire en Pro D2. Pas mal, même si le job d'un ailier est d'inscrire des essais.

Une victoire contre les Bretons dans la tradition

À epsilon près, les Vannetais ont encaissé à Aimé Giral un 30-17 voisin du score moyen 27-17 réservé à tous les adversaires de l'USAP. Certains esprits critiques rappelleront que les visiteurs avaient matché Grenoble trois jours auparavant. Vrai ! Qu'ils alignaient sept Espoirs dans leur équipe. Encore vrai, même si le quinze de départ comptait treize titulaires. Donc les Vannetais n'avaient pas une équipe bis à Aimé-Giral. D'autres prétexteront que certains de leurs joueurs avaient été atteints par la Covid. Encore vrai et c'est peut-être la raison pour laquelle les joueurs de



L'USAP, un groupe concentré et uni.

l'USAP ont... moins mis la tête dans les rucks, ont moins bataillé dans les mauls. Respect des gestes barrières et distanciation sociale, ma chère dame !

Un Falgos sinon rien !

Deux semaines studieuses et régénératrices attendent donc les sang et or, avec un stage de quatre jours dans l'agréable cadre de Falgos au-dessus de Saint-Laurent de Cerdans, à l'abri de tout covidé mais pas des cervidés. Avec en point de mire « l'envie d'y être à cette demi-finale », comme le résume si bien Tom Ecochard. Il faudra donc tirer un trait sur cette magnifique saison régulière, en conservant tout ce qui a été très bon et en corrigeant les erreurs récentes. Re-

trouver un groupe soudé et faire preuve d'humilité en oubliant qu'on a largement terminé en tête. Retrouver aussi fraîcheur et rythme. Revitaliser les derniers blessés de façon à pouvoir aligner l'équipe type.

Et ainsi, même si le ballon de rugby est ovale, l'USAP aura mis de son côté toutes les chances de terminer sa très belle saison en apothéose... en regrettant qu'elle ne puisse être encouragée par la majorité de ses supporters enthousiastes. Ce sera sûrement le seul point noir sauf si notre Premier Ministre se souvient qu'il est... un peu Catalan.

Fins aviat !

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales -

SCI EURYA SCI au capital de 1000€ Siège social : Résidence Copacabana avenue des Terrasses du Levant 66140 Canet en Roussillon 452101256 RCS Perpignan Le 01/05/2021, le gérant a décidé de transférer le siège social de la société au La Grande Rage, 72260 Marolles Les Braults à compter du 01/05/2021, et de modifier en conséquence l'article 7 des statuts. Dépôt : RCS Le Mans

LA PYRAMIDE INVESTISSEMENTS

SAS au capital de 192.500 €
Siège social :
2 TER RUE FRANCOIS ARAGO,
66330 Cabestany
501 318 620 RCS de Perpignan

L'AGE du 15/05/2021 a décidé de transférer le siège social de la société et le campar, cd11A route de villevlongue, 66740 Saint-Génis-des-Fontaines, à compter du 15/05/2021
Mention au RCS de Perpignan



KAPAAYAMA,

SAS au capital de 249 998 €

Siège social : 105 CHEMIN DE POILROUX HAUT,
13100 Aix-en-Provence
833 543 721 RCS d' Aix-en-Provence

L'AGE du 01/04/2021 a décidé de transférer le siège social de la société 3 ROUTE DE BELESTA, 66130 Ille-sur-Têt, à compter du 01/04/2021
-Gérant : Mme DEJANTE LAURENCE, demeurant 3 ROUTE DE BELESTA, 66130 Ille-sur-Têt
Radiation au RCS d' Aix-en-Provence et réimmatriculation au RCS de Perpignan



SYMBIOSE,

SAS au capital de 140000 €
Siège social : 105 CHEMIN DE POILROUX HAUT,
13080 Aix-en-Provence
879 280 469 RCS d' Aix-en-Provence

L'AGE du 01/04/2021 a décidé de transférer le siège social de la société 3 ROUTE DE BELESTA, 66130 Ille-sur-Têt, à compter du 01/04/2021
Président : Mme DEJANTE LAURENCE, demeurant 3 ROUTE DE BELESTA, 66130 Ille-sur-Têt
Radiation au RCS d' Aix-en-Provence et réimmatriculation au RCS de Perpignan

L'actu vue par TELGE

Intermittents : rallumez pour de bon...



...les feux de la rampe !
Les artistes éclairent l'essence de notre vie

Perpignan

Librairie Torcatis. Samedi 22 mai à 17h. Rencontre avec Sébastien Navarro autour de son livre *Péage sud* (Le chien rouge).

Maison de la catalanité. À partir du 19 mai. Ouverture au public de l'expo de Dominique Wacquieriez 66...femmes. En présence de l'artiste les 19, 20 et 21 de 14h à 17h.

Elmediator. Jeudi 27 mai 12h30-13h30. Brain Damage Little big Sessions, Dub. Tarif 10 euros. Séance de 10 spectateurs maximum (assis, masqués). Live 1h.

Alénya

Salle Oms des caves Ecoiffier. Dimanche 30 mai à 15h et 18h. Deux concerts de l'Orchestre symphonique d'Alénya Roussillon. L'ensemble baroque A415 jouera Vivaldi et Purcell. L'OSAR en formation brass band jouera Bach, Purcell, César Franck, Verdi, Bizet... En grande formation, Brahms, Fauré, Katchaturian...6€/12€. Réservation obligatoire au 04.68.37.38.09 ou culture@alénaya.fr

Le Boulou

Espace des arts. Tout le mois de juin. Expo Le réverbère et l'artichaut, carte blanche à Christian Hernandez plus 20 autres plasticiens. Infos : 04 68 83 36 32 et www.espacedesarts.pro

Cabestany

Le grand café des Nines. Dimanche 23 mai, 15h. Concert. Papito collective. Gratuit

Ortaffa

Mairie. Dimanche 23 mai de 11h à 18h. Cinéma. - 11h : Josep - 14h30 : Adieu les cons - 17h30 : Envole-moi. Gratuit

Passa

Monastir del camp. Samedi 29 mai à 18h et 19h30. 18° Printemps de l'Aspre. Diana Baroni Trio, musiques classiques, africaines et sud-américaines. 8 à 16€, passeport : 6 concerts 53€/75€, 3 concerts 43€/32€.

Port-Vendres

Village. Vendredi 21 mai 19h. Théâtre. Spectacle de magie interactif.

Cinéma Le Vauban. Samedi 29 mai à 18h30. Les Amis d'Alain Marinaro. Le Duo Jatekok, Adélaïde Panaget et Nairi Badal joueront sur deux pianos Debussy, Saint-Saëns, Bizet. Réservation obligatoire seulement 80 auditeurs : au 04.68.82.60.99 ou sur animation@port-vendres.com. 15€.

Saint-Cyprien

Live facebook. Mercredi 26 mai, 18h30. Concert école de musique.

Live facebook. Jeudi 27 mai 19h. Apérozik. Concert, MassBeat Soul-Pop

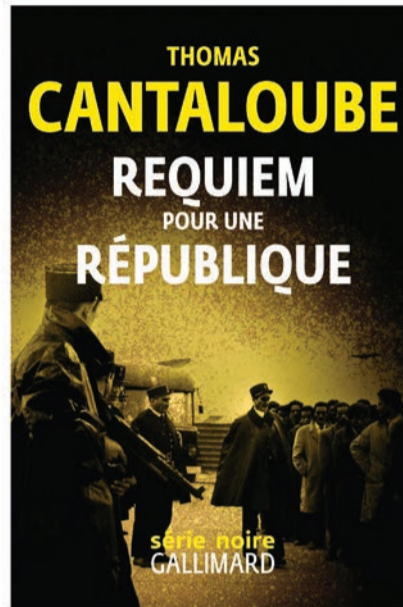
Trois hommes en chasse

Polar. Avec *Requiem pour une république*, Thomas Cantaloube nous plonge dans la période de la guerre d'Algérie et son cortège de complots et d'assassinats.

Ce thriller politique, premier roman de Thomas Cantaloube, a reçu pas moins de trois prix, dont celui des lecteurs quais du polar-20 minutes 2020. Un début plutôt réussi. Auparavant, Thomas Cantaloube a mené une longue carrière dans le journalisme, des Cahiers du cinéma à Médiapart, en passant même par L'Humanité et L'Humanité hebdo qu'il a quittées sur un désaccord avec la ligne éditoriale. Il a longtemps vécu aux États-Unis et burliné à travers la planète pour ses reportages. De quoi se forger une expérience et une sacrée connaissance historico-politique.

Avec ce premier roman, il a évité l'actualité brûlante pour le situer dans les années 1959-1961, les débuts de la V^e République et la guerre d'Algérie. Pourtant, des échos évidents avec aujourd'hui traversent ce polar haletant.

Point de départ de l'intrigue en forme de traque, le massacre, à Paris, à l'automne 1959, d'un avocat algérien proche du FLN, et de toute sa famille. Trois hommes, pour des raisons bien différentes, vont se mettre à la recherche du tueur. Antoine Carrega, ancien résistant corse qui vit désormais du trafic de drogue, Sirius Volstrom, ex-collabo, homme de main du préfet



Papon et Luc Blanchard, jeune flic, encore plein d'illusions. Les circonstances finiront par faire se côtoyer ces trois personnages. L'auteur, à l'évidence, s'intéresse à l'humain, à ce qui motive tel ou tel choix de vie, tel engagement, il livre une analyse pénétrante des ressorts du comportement humain. A chaque chapitre, le focus est mis sur un des trois hommes, ce qu'il fait, ses pensées intimes, à tel point que le lecteur finit par s'attacher à eux, même au plus salaud. Originalité du bouquin, à côté des personnages de fiction évoluent des vrais, Papon, donc, De Gaulle, Mitterrand... et un certain Lionel Adam, comédien prometteur de son état, aisément

identifiable sous l'anagramme. Mais, avec ce roman, c'est surtout une plongée dans l'histoire ô combien sombre, de la guerre d'Algérie, de ses répercussions en métropole, le racisme terrifiant, les militaires factieux (tiens!), les conspirations de l'extrême droite et des complicités qui vont très loin (très haut). Thomas Cantaloube trace le portrait cru d'une République bien mise à mal. Implacable !

Nicole Gaspon

Thomas Cantaloube, *Requiem pour une république*, disponible en poche chez Folio policier

Un brin de poésie...

Paul Pignaud (1912-1995). Banyuls où il est né et Belle Ile, sa propriété des Corbières, étaient ses ports d'attache. Il les quittait avec bonheur pour des navigations lointaines. Ses exégètes le définissent comme poète, marin et vigneron. Il puisait sa source d'inspiration dans les éléments : eau, vent, terre et feu.

Nous avons recueilli quelques gouttes d'espace

Leur couleur est semblable à celle

Des regards

L'horizon découvert

Apportera l'oubli

Des jours qui ont rendu

La vie plus forte que les pierres

Un éclair incendie

Les bâches étalées

Sur la poussière de la fête

La terre se dénude

Et fait entendre un cri

C'est un appel qui s'adresse aux objets

Perdus dans la douceur minérale du sable

Extraits du recueil *Le feu court*. A lire dans André Vinas Paul Pignaud. Publications de l'Olivier. 2015.



Pas une Ida, mais une Vuelta pour la Casa !

Festival. La Casa musicale a prévu une édition spéciale pour une période spéciale. Le festival *Ida y Vuelta* n'aura pas lieu comme tel, mais le rendez-vous est maintenu sur 8 dates dès le 30 juin pour une version "Vuelta".

Vuelta, c'est le retour à la vie culturelle, celle d'une effervescence d'énergie musicale attendue dans le département des Pyrénées-Orientales. Peu d'événements ont été maintenus, les organisateurs de festivals ont finalement reculé, devant la difficulté d'organiser un rendez-vous festif dans des conditions qui demandaient beaucoup d'exigence.

L'équipe de la Casa musicale, prône certainement la philosophie du verre à moitié plein, consciente que les artistes locaux ont besoin de s'exprimer.

Alors, faute de pouvoir accueillir en grand nombre avec la formule habituelle *Ida y Vuelta*, la Casa musicale conserve son essence, en favorisant les artistes locaux. Cette année le festival, renommé *Vuelta*, sera 100% local, avec une programmation étendue sur huit rendez-vous de 19h à minuit.

Une formule adaptée et toujours gratuite !

Le 30 juin, le 1^{er}, 2 et 3 juillet, puis du 7 au 10 juillet, le festival se déroulera en soirée avec une jauge réduite, pas plus de 1000 personnes, qui n'auront pas besoin d'un pass sanitaire, mais devront veiller à respecter les règles en vigueur. Les spectateurs pourront profiter chaque soir de quatre concerts debout, qui débiteront à 20h30, avec la possibilité de se restaurer sur place auprès des foodtrucks et buvettes installés pour l'occasion.

Les ateliers *Made in Casa* qui se déroulaient normalement l'après-midi seront proposés tout au long de ces soirées, conservant ainsi l'ambiance familiale, tout public, qui fait l'ADN du festival d'origine *Ida y Vuelta*. Sans oublier la soirée battle, le *Block Party* qui aura lieu le 3 juillet, exception-

nellement sur réservation, et pour la première fois diffusé en direct sur les réseaux sociaux. Et pour ravir les férus de danse, pas moins de 250 danseurs s'exprimeront lors d'une *Soul Train* géante.

Pour le choix des artistes, présents à cette édition *Vuelta*, on retrouvera des groupes qui pour beaucoup gravitent fidèlement entre les murs de la Casa musicale. Pour citer quelques noms, 100 grammes de tête, Les madeines, Hyde, Supamoon, Los Graciosos, The Limiñanas, N3rdistan... et bien d'autres.

Les festivités seront déployées dans l'espace de l'Arsenal pour vous entraîner dans une folie festive et conviviale bien connue des lieux, qui marquera très certainement cet été 2021 comme la belle fête tant attendue !

Priscilla Beauclair

Saint-Estève

Église Notre-Dame du Cénacle. *Vendredi 21 mai à 19h.* Ensemble **Ruscino**, dirigé par **Olivier Sans**. Airs de **Francisco Guerrero** et **Poulenc**. *Dimanche 23 mai à 17h.* Romanel 600, élèves et chanteurs du département de musique baroque du conservatoire. Renseignements 06.22.34.17.74.

Trouillas

Salle des fêtes. *Samedi 22 mai à 18h et 19h30.* 18^e **Printemps de l'Aspre**, **Cecil L. Recchia & the gumbo**. **Clos Saint-Georges**. *Lundi 24 mai à 18h et 19h30.* **Kaila sisters**, swing hawaïen des années 30. *Salle des fêtes. Dimanche 30 mai à 18h et 19h30.* **Diana Salicatti Trio**. **Creazione di Corsica**. 8 à 16€, passeport 6 concerts 53 et 75€, 3 concerts 43€/32€.

Villeneuve-de-la-Raho

Salle des fêtes. *Dimanche 30 mai à 17h.* **Amis d'Alain Marinaro**. Le **Duo Jatekok**, **Adélaïde Panaget** et **Nairi Badal**. Entrée 15 €/12 € adhérents). Seulement 80 auditeurs. Réservation obligatoire au 06.65.58.60.40 ou sur jean-yves.marinaro@orange.fr.

Les écrans noirs s'éclairent !

Cinéma. Le mercredi 19 mai les salles de cinéma ouvrent enfin après de trop longues semaines de fermeture.

Les cinémas vont réouvrir ! Mercredi 19 mai est un grand jour pour les amoureux du cinéma, et aussi de la liberté. Il faut dire que la Covid a bien servi pour nous faire douter de cette liberté de sortir, de se cultiver, de se distraire, sans qu'on soit certain que les contraintes imposées fussent d'une efficacité absolue. Les salles du département se préparent à accueillir du public. Pour faire le point, après avoir parlé de Cinémaginaire dans le dernier TC, c'est avec l'équipe de Jacques Font, pour le Castillet et le Méga Castillet, et avec Jérôme Quaretti, pour Clap Ciné, à Canet et Leucate, que nous avons fait le point.

Le bout du tunnel

C'est d'abord un sentiment de satisfaction de voir le bout du tunnel pour les professionnels, mais aussi chez les anciens ou futurs spectateurs qui pourront reprendre leurs habitudes. Avec des mesures sanitaires qui s'imposent. Du 19 mai au 6 juin une jauge imposée devra limiter le nombre de spectateurs à 35 % de la capacité d'accueil de la salle, il faudra laisser deux fauteuils d'écart entre les groupes, il n'y aura que trois séances par jour et le port du masque sera obligatoire, avant et pendant la séance. À 20h30 tout le monde sera libéré, couvre-feu oblige : il est porté alors à 21h. Du 9 au 30 juin, la jauge est portée à 60 % de la capacité d'accueil. A partir du 30 juin, c'est 100%, quant au masque, *wait and see*. Personne ne sait rien, on pourra passer à un nombre plus important de séances chaque jour.



Les professionnels se disent optimistes sur les audiences à venir et ils mesurent par les mails qu'ils reçoivent l'attente impatiente du public.

Cinéma Le Castillet

Quant à la programmation envisagée, ce ne sont pas les films qui manquent dont beaucoup sont soit sortis très brièvement, soit restés dans les cartons. Du côté du Castillet et Méga on attend avec impatience les grandes productions américaines, *Falling*, *Tom et Jerry*, on mise aussi sur *Adieu les Cons*, *Nomanland* oscarisé, *Nobody*, *Father*. Dans l'entreprise Castillet le nombre d'écrans, 21, offrent beaucoup de possibilités. Mais il semble que les choses ne soient pas nécessairement arrêtées : tout va se jouer sur l'observation de la fréquentation et donc sur les demandes du public.

Au Méga Castillet on est très fier d'une nouvelle salle MXUD qui ne sera pas tout de suite ouverte mais qui prétend offrir au public un spectacle nouveau, des fauteuils qui bougent, de l'air, des odeurs, de l'eau, de la neige même comme dans la vraie vie. L'ayant testé pour vous je n'ai pas été convaincu par une épreuve qui tient plus du spectacle de foire que de la création cinématographique, mais qui se fera payer cher. Pour les estomacs fragiles il faudra prévoir la coculine. Paraît-il que les amerlocs en raffolent et que ça devrait attirer les jeunes.

Clap Ciné

Au Clap Ciné on est plus modeste, mais au moins aussi exigeant sur la qualité des films présentés : tous les cinémas, les films grands publics, comme les films art et essai ont droit de cité. *Adieu les Cons* bien sûr, mais aussi *Envole-moi*, film de Christophe Barratier avec Gérard Lanvin, *ADN* de Maïwenn, *Falling*, drame canado-britannique de Viggo Mortensen, *Michel-Ange*, film biographique russo-italien d'Andrei Kontchalovski, *Des hommes* de Lucas Delvaux entre autres. Du 9 au 15 juin, un festival Télérama d'avant première art et essai sera organisé. Une quatrième salle de projection devrait permettre d'augmenter la capacité d'accueil. Elles sont toutes d'un confort optimum. Le Clap-Ciné annonce aussi un partenariat avec Cinémaginaire.

Il est très bien que le cinéma vive aussi ailleurs qu'à Perpignan.

Jean-Marie Philibert

Mimi

Les quarante ans du 10 mai 1981 ont été l'occasion d'une béatification de François Mimi qui a occupé les écrans et les antennes pendant de longs jours. Et nous avons vu ressurgir les acteurs, fantômes d'un passé pas si lointain que ça. Mais, à les écouter, on ne peut pas dire que les années écoulées aient clairement allumé leur lucidité quant au sens des événements qu'ils ont vécus.

Il n'est pas toujours facile d'être l'historien de son passé. La mémoire vous joue des tours. Et il est toujours délicat, voire douloureux, de rappeler quelques erreurs et quelques turpitudes. Quant aux auteurs, réalisateurs des films documentaires présentés, ils avaient tous choisi de rester dans la vérité officielle d'une histoire, définitivement terminée, et qui n'avait rien à voir avec les temps que nous vivons, où la gauche, son union, la transformation sociale, la justice, la soli-

darité sont des gros mots que la macro-rie croit avoir définitivement entreposés dans les archives poussiéreuses d'une vie politique d'un autre temps.

Le 10 mai 81 : des survivances qui ne servent plus à rien, si ce n'est à faire des souvenirs émouvants pour nostalgiques dépassés.

Une vérité partielle et partielle

C'est là mon sentiment après avoir vu plusieurs de ces émissions, bien faites au demeurant, mais dans lesquelles, le témoins de ces événements que je fus, ne retrouvait qu'une vérité très partielle, et aussi très partielle, où l'un des éléments clefs de la vie politique d'une nation, le rapport au peuple et aux forces qui le constituent, passait régulièrement par pertes et profit au bénéfice d'un pittoresque sans intérêt, d'une sentimentalité mémorielle.

D'abord la plus grande des injustices de ces hagiographies repose sur le rôle marginal dévolu aux forces qui ont fait 81, qui ont construit les transformations sociales à l'œuvre, qui depuis des années se sont battues pour qu'existe un programme commun de gouvernement qui s'engageait à les réaliser.

Le PCF a été à la manœuvre pendant des années pour le construire, lui donner sens, le rendre crédible comme éléments clé de la satisfaction des besoins d'un peuple, d'une classe laborieuse que le giscardisme ambiant vouait aux gémonies. Il ne s'agissait de rien moins que de s'attaquer aux forces de l'argent, de prendre par les urnes un pouvoir dont la bourgeoisie au pouvoir ne croyait détentrice au libidum, de travailler à une équitable répartition des richesses.

Le mouvement social de ce temps, avec des sensibilités diverses, a voulu y croire. Les forces syndicales, certes à des degrés divers, y ont vu des possibilités sérieuses. Les cocos ont été au cœur de ce processus. Mais silence radio, ou presque, sur leur rôle, sur le programme commun.

Pour un chamboulement gentil

Les seules évocations de la nouveauté qu'il représentait en ce temps portaient sur sa dimension chamboulisatrice, (attention ils vont tout péter) et sur la sagesse prudente de François Mitterrand de ne pas se laisser enfermer dans un engagement contraignant avec le peuple. Pour cela il lui a fallu en rabattre sur ses ambitions en édulcorant les propositions tout en les laissant dans le paysage.

Faire croire à un changement, mais soft. Le programme commun ne l'est plus. Les couillonnés sont nombreux...

Je regrette que la commémoration de cet anniversaire n'ait pas cherché à provoquer ce débat sur les changements tangibles qui sont et restent au cœur de la démarche de gauche aujourd'hui.

La question de fond

La prise populaire du pouvoir peut-elle se limiter à quelques accommodements périphériques ou doit-elle s'attaquer à tenter de construire une société où le bien-être de tous passe avant le profit de quelques-uns ? Le libéralisme échevelé dans lequel le monde dit « libre » s'est enlisé alors a justifié tous les renoncements. Quelques années plus tard, l'effondrement du bloc de l'Est illustrera les résistances du réel à nourrir les illusions. Les contraintes de la construction européenne contribueront aussi à assagir les ambitions les moins réalistes.

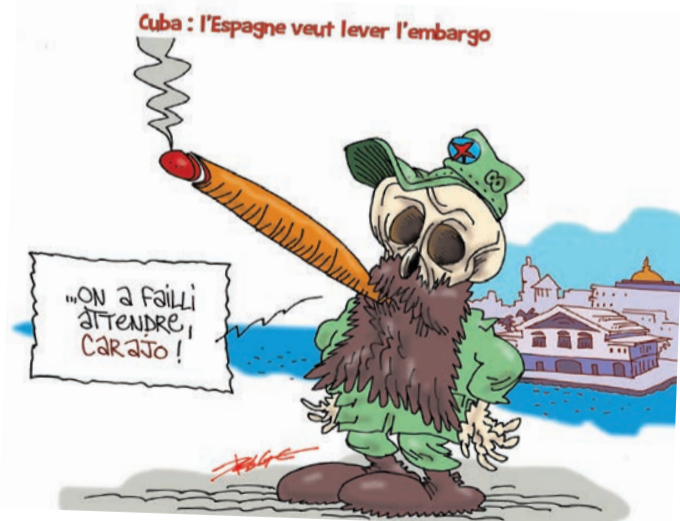
François Mitterrand a vite sombre dans le périphérique avec le souci majeur de conserver un pouvoir pour un Parti socialiste qui revenait de loin et qu'il voulait ancrer dans le jeu politique comme seule alternative possible en reléguant le PCF au mieux dans un rôle d'appoint, au pire dans une situation d'ornement désuet. Sans se rendre compte que cette opération fragilisait la gauche dans son ensemble. Avec les retombées culturelles, idéologiques, que cela a entraîné dans un bouleversement des consciences. La mienne bien sûr, mais pas que...

Jean Marie Philibert



L'actu vue par DELGE

Biden estime que "le ruissellement, ça n'a jamais marché..."



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site www.letc.fr

TOURRES JEAN Electricité Climatisation Pompe à Chaleur Entretien Dépannage 04 68 22 86 30	PROMOTION	TOURRES JEAN Electricité ALENYA
		INDUSTRIE - TERTIAIRE BÂTIMENT - CLIMATISATION 1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA www.electricite-jeantourres.eu Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com